



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016

Prévention Information Lutte contre le Sida

pils
Prévention Information
Lutte contre le Sida

Membre de la Coalition
Internationale Sida 



Rapport d'activités 2016

*Prévention Information Lutte contre le Sida (PILS)
3e étage, Labourdonnais Court, 47, Rue St George
Port-Louis, Ile Maurice*

www.pils.mu

www.facebook.com/ONGPILS

Rédaction et coordination : Helena Lutchman

Relecture : Emilie Trousselier-Seepursaund

août 2017

SOMMAIRE

- 04 Acronymes
- 05 Glossaire
- 06 Mot du président du conseil d'administration - Nilen Vencadasmay
- 08 Mot du directeur exécutif - Nicolas Ritter
- 10 Le VIH à Maurice en quelques chiffres
- 11 Plan Stratégique 2014-2018- Révision à mi-parcours
- 13 Le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme
- 14 La Plateforme Océan Indien
- 17 Plaidoyer et droits humains
- 21 Activités Internationales
- 22 L'Unité des Services Communautaires (La Terrasse)
- 25 Communication et Levée de fonds
- 26 L'Équipe
- 28 Finances
- 30 Remerciements

Acronymes

- ARASA** AIDS and Rights Alliance for Southern Africa
- ARV** Antirétroviraux
- CA** Conseil d'administration
- CAEC** Collectif Arc-en-Ciel
- CUT** Collectif Urgence Toxida
- CSR** Corporate Social Responsibility (Responsabilité Sociale de l'Entreprise)
- CSU** Community Services Unit – Unité des Services Communautaires
- HSH** Hommes ayant des rapports Sexuels avec d'autres Hommes
- IST** Infection Sexuellement Transmissible
- KAPs** Key Affected Populations / Populations clés
- IDPC** International Drug Policy Consortium
- LGBTQI** lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queer & intersexe
- NAS** National AIDS Secretariat
- NDCCI** National Day Care Centre for Immunosuppressed
- ONG** Organisation Non Gouvernementale
- CBU** Capacity Building Unit – Unité de renforcement des capacités
- PE** Pair/s éducateur/s / éducatrice/s
- PFOI** Plateforme Océan Indien
- PID** Personne qui s'Injecte des Drogues
- PILS** Prévention Information Lutte contre le Sida
- PVVIH** Personne Vivant avec le VIH
- RdR** Réduction des risques
- RP** Récipiendaire Principal
- SIDA** Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
- SR** Sous-Récipiendaire
- TS** Travailleurs/euses du Sexe
- VHC** Virus de l'Hépatite C
- VIH** Virus de l'Immunodéficience Humaine



Glossaire

A. I. L.E.S (Aides, Infos, Libertés, Espoir et solidarité)

Association qui accompagne des personnes usant des drogues, des séropositifs, leurs familles ainsi que les enfants du quartier de Mangalkan mais aussi d'une grande partie de la région de Plaines Wilhems.

Adhérence/Adhésion

Prise rigoureuse des traitements en lien avec les prescriptions médicales.

Antirétroviral (ARV)

Médicament utilisé pour traiter l'infection au VIH en réduisant la réplication du virus.

Co-infection

La co-infection signifie qu'une personne vit avec plus d'une infection à la fois. Par exemple, une personne co-infectée au VIH et à l'hépatite C vit à la fois avec le VIH et l'hépatite C.

Collectif Arc-en-Ciel (CAEC)

Le Collectif Arc-en-Ciel (CAEC) est une association basée à Maurice qui milite contre l'homophobie et les différentes formes de discriminations liées à l'orientation sexuelle. Ils agissent pour l'égalité, l'amélioration du quotidien des personnes LGBTQ+ et le respect des droits humains.

Collectif Urgence Toxida (CUT)

Organisation qui mène des actions de plaidoyer et met en oeuvre des projets dans le domaine de la Réduction de Risques.

Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme (GFTAM)

Institution financière dont le but est l'apport de ressources aux programmes de prévention, traitements et soins à grande échelle, contre le sida, la tuberculose, et le paludisme. Les ressources sont canalisées à travers des **Récipiendaires Principaux (RP)**.

Les RP sont chargés de veiller à l'implémentation des programmes validés par le Fonds mondial. L'implémentation des programmes se fait par eux-mêmes en tant que PR et par des **Sous-Récipiendaires (SR)**.

Parapli Rouz

Parapli Rouz est une organisation communautaire dont la mission est de défendre le respect des droits des travailleurs du sexe, l'élimination de toutes les formes de violence vis-à-vis des travailleuses du sexe et la reconnaissance du travail sexuel en tant que travail.

PrEP (Prophylaxie pré-exposition)

Les médicaments antirétroviraux pris par les personnes séronégatives qui courent un risque élevé de contracter le VIH. La PrEP permet de réduire les risques d'infection.

Visa G

Association pour les Trans et les Homosexuels à Maurice.

Young Queer Alliance (YQA)

Association menée par des jeunes pour la communauté LGBTQ+ à Maurice. Elle œuvre pour l'autonomisation des jeunes, les droits de l'homme, l'égalité des genres et de l'orientation sexuelle.



NILEN VENCADASMY

MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2016 a été encore une fois une année pivot pour PILS qui a revu son plan stratégique 2014-2018 à mi-parcours. Cette révision nous a permis de réévaluer notre direction et d'aiguiser les mesures à travers lesquelles nous travaillons pour mettre fin à l'épidémie d'ici 2030.

Deux besoins principaux sont ressortis de cette révision. En premier lieu, l'importance de renforcer les systèmes opérationnels et les liens entre les services. L'idée est de renforcer les liens avec les partenaires existants dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes déjà en cours pour s'assurer que les personnes touchées sur le terrain soient redirigées vers les services offerts par PILS ou par l'Etat. D'autre part, PILS a revu son organisation interne afin de développer les synergies entre les diverses fonctions qui font l'association aujourd'hui. Une attention particulière est notamment donnée au travail collaboratif avec la mise en place de plusieurs comités au sein de l'association, afin que chacun puisse contribuer autant que possible aux prises de décision.

Autre nécessité, le renforcement des systèmes communautaires et l'implication des communautés à toutes les étapes des processus opérationnels et aux prises de décisions. Cela se traduit notamment par le développement de nos services de santé communautaires en 2017. Cette unité offre d'ores et déjà un service de dépistage démedicalisé et communautaire, ainsi que le conseil et l'orientation vers les services de prise en charge. A cela s'ajoute la création d'un comité de patients composé de leaders communautaires qui seront au coeur des réflexions sur les besoins, les priorités, la mise en place, la gestion et l'évaluation de ces services..

Des efforts qui, j'en suis sûr, seront soutenus par le nouveau gouvernement à Maurice, et le Ministre de la Santé qui a

démontré sa volonté à collaborer avec la société civile. Nous ne cesserons jamais de le dire : seule une collaboration totale entre les différents acteurs de la lutte contre le sida pourra assurer une réponse nationale efficace. Nous sommes par ailleurs enchantés de la réintroduction du programme d'induction à la méthadone annoncée par le Ministre de la Santé, et nous nous réjouissons que les personnes qui attendent pour certains depuis deux ans puissent enfin entrer sur ce programme de réduction des risques.

Cette année, nous avons aussi eu le bonheur de recevoir nos collègues et amis de Coalition Plus, à l'occasion de l'assemblée générale de cette union d'associations dont PILS est membre depuis 2013. Renforcer ces liens est capital pour nous, car la lutte contre le VIH est mondiale et que les solutions sont à partager et à faire évoluer ensemble. Cette visite à Maurice a été d'autant plus marquante qu'à cette occasion, le Directeur Exécutif de PILS, Nicolas Ritter, a été élu Vice-Président de Coalition Plus, une marque additionnelle de la force de notre engagement dans ce réseau.

Enfin, 2016 marque également la fin de mon mandat, au bout de 6 années sur le conseil d'administration. C'est avec un pincement au coeur que je m'éloigne de PILS, mais avec fierté que je passe le flambeau au nouveau président, Dhiren Moher, qui a fait partie intégrante de PILS depuis ses débuts et qui est l'une des rares personnes vivant avec le VIH à l'avoir déclaré publiquement.

MOT DU DIRECTEUR EXECUTIF

Il y a 20 ans, PILS voyait le jour suite à un constat simple : presque dix ans s'étaient écoulés depuis que le premier cas de VIH avait été enregistré à Maurice mais il n'existait dans notre île aucune structure, pas le moindre traitement pour les personnes séropositives : silence on meurt !



Membre de Coalition PLUS

Depuis 2013, PILS est officiellement membre de la Coalition PLUS, une union de droit français qui intervient dans 35 pays auprès de plus de 60 associations de lutte contre le sida et les hépatites. Elle s'est dotée d'une gouvernance internationale qui réunit 15 ONG dans 15 pays, et de plateformes sous-régionales d'interventions, basées chez les membres. Ses objectifs sont la mise en place de recherches communautaires, le plaidoyer auprès des décideurs nationaux et internationaux, la promotion de la démarche communautaire en santé basée sur l'excellence de gestion et de démocratie.

C'est avec l'énergie du désespoir que nous décidions de créer PILS, avec pour premier objectif de briser le silence. Car il faut se rendre à l'évidence, en 1996 le sujet est plus que tabou. On ne comprend pas ce qui se passe et cette ignorance alimente les préjugés et la stigmatisation envers les personnes touchées par la maladie dont on ne dit même pas le nom....

Aujourd'hui, il est vrai que le tabou est moins important mais le silence persiste, notamment dans les écoles, les familles ou les couples.

Il est plus que jamais important de parler de l'infection à VIH et de ses conséquences afin d'atteindre un autre objectif crucial : aborder les inégalités. 20 ans plus tôt, aucun traitement n'était disponible dans notre pays. Ceux qui le pouvaient se rendaient à la Réunion et en Europe pour des soins. Alors que les traitements contre le sida sont désormais disponibles gratuitement à Maurice est-ce à dire qu'ils sont facilement accessibles ? Ce serait trop beau... Les inégalités persistent en fonction de facteurs économiques, géographiques, sociologiques. Au train des inégalités est venu se rattacher le wagon de l'hépatite C. En effet, lorsqu'ils s'adressent à notre système de santé publique, ceux qui ont contracté l'hépatite C lors de transfusions sanguines sont orientés vers des examens approfondis et se voient proposer plusieurs options de traitements. En revanche, les personnes qui ont contracté le virus de l'hépatite C suite à une injection (de drogues) n'ont droit à rien ou presque. Une discrimination insoutenable et désormais indéfendable à l'heure où des traitements efficaces et bon marché existent pour éliminer totalement ce virus !

Une situation ahurissante qui souligne un point phare de notre lutte : rendre plus accessibles à tous la prévention, les traitements et améliorer le continuum de soins. Pour ce faire, nous devons adapter nos structures de dépistage et de prise en charge aux personnes les plus touchées par le VIH, les IST et les hépatites à Maurice en y intégrant ce qui aujourd'hui fonctionne vraiment : l'implication des groupes les plus vulnérables au cœur même de la réponse au VIH, aux IST et aux hépatites virales.

Alors qu'en 1996, le VIH affecte majoritairement la communauté hétérosexuelle, les populations clés sont à présent les personnes qui s'injectent des drogues, les hommes qui ont des rapports sexuels avec d'autres hommes, les personnes qui se prostituent et les détenus. Ces personnes trop souvent marginalisées par notre société se voient aujourd'hui encore plus pointées du doigt en raison de leur statut sérologique.

Les préjugés sont renforcés par des lois et des politiques qui prônent l'exclusion, telles que la décentralisation de la distribution de méthadone vers les postes de police, pour ne citer que cette aberration de santé publique ! Il est donc non seulement primordial de revoir ces politiques, mais également d'engager toute la population dans cette lutte, ce qui ne sera possible qu'à travers une prise de conscience collective et surtout une véritable volonté politique.

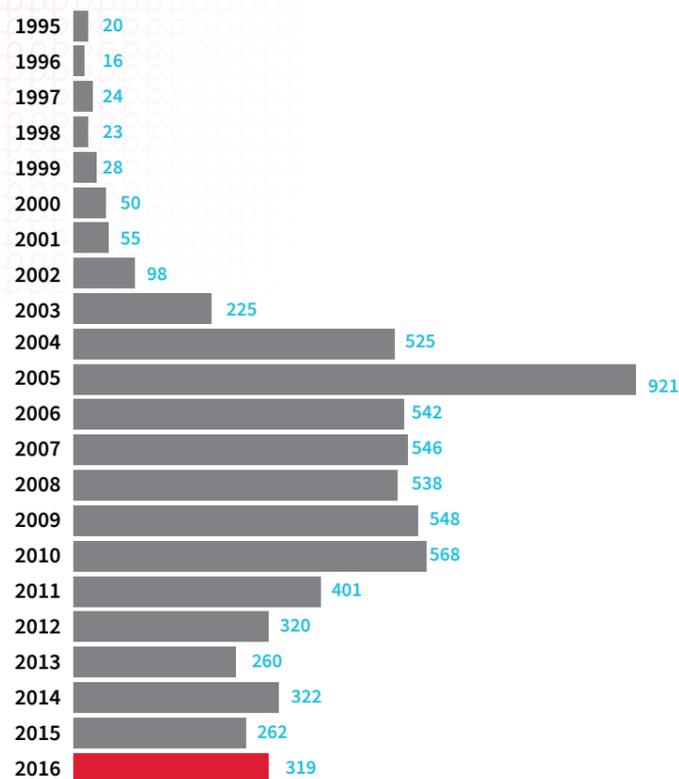
Au cours de ces 20 dernières années, notre vision et nos objectifs ont évolué mais une chose reste constante : la volonté de faire évoluer un contexte social inapproprié et de lutter contre les injustices et les discriminations.



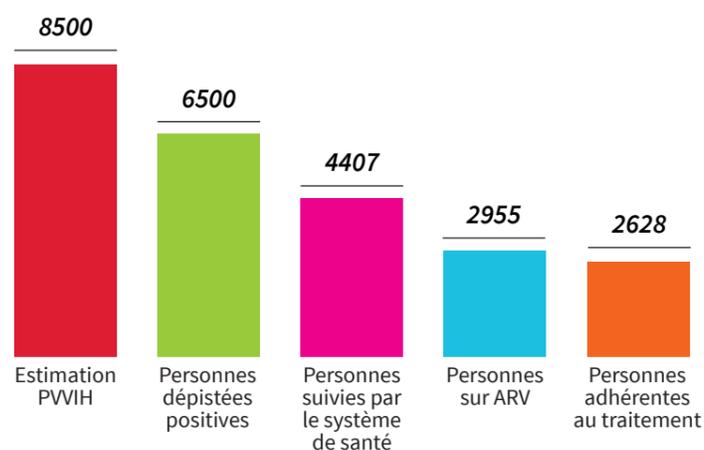
NICOLAS RITTER

LE VIH À MAURICE EN QUELQUES CHIFFRES

Nombre de nouveaux cas connus par an



Cascade VIH - Estimation décembre 2016



1987 À DÉCEMBRE 2016

PLAN STRATEGIQUE 2014-2018 : REVISION A MI-PAROURS

Réviser le plan stratégique à mi-parcours permet à la fois de faire le point sur les activités engagées par rapport aux engagements pris deux ans plus tôt et d'ajuster les stratégies par rapport à un contexte national, régional et international en constante évolution.

En 2016, PILS a travaillé à la révision à mi-parcours de son plan stratégique 2014-2018. Pour cela, l'association a lancé un appel pour recruter un consultant, grâce à des fonds AIDES et DCP-Union Européenne. Suite à cet exercice de recrutement, c'est Mona Sheikh Mahmud qui a été sélectionné. La consultante a donc passé une semaine chez PILS, et a rencontré l'équipe salariée, les usagers des services et personnes concernées ainsi que les partenaires clés de la structure, tels que les associations proches et le ministère de la santé et de la qualité de la vie. Elle a également eu accès aux rapports de la structure ainsi qu'à l'ensemble des documents de procédures, descriptifs de poste etc.

Après ce temps d'évaluation du contexte et des réalisations, la consultante a partagé ses impressions lors d'une rencontre avec le conseil d'administration et le comité de direction et a par la suite partagé une première version du document. Les stratégies ont été amendées ainsi :

1. Investir dans le renforcement des systèmes communautaires et positionner PILS comme ONG clé dans la réponse nationale et régionale
2. Renforcer les systèmes opérationnels et les liens entre les services
3. Promouvoir une plus grande implication des populations clés et une plus grande participation de la société civile
4. Promouvoir une approche basée sur les droits et créer un environnement favorable

Pour ce faire, en 2017, l'organigramme est en cours de refonte pour assurer une meilleure synergie entre les différentes équipes de PILS. De même, une équipe travaille à la mise en place d'une unité de formation dès 2017 pour renforcer dans un premier temps l'équipe de PILS.

En 2016 uniquement :

- 319 nouveaux cas de Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) enregistrés (190 hommes et 129 femmes), dont 104 nouveaux cas parmi la population des Personnes qui s'Injectent des Drogues (PID), soit 32.6 %
- 9 médecins référents étaient impliqués dans la prise en charge des PVVIH
- 397 détenus vivent avec le VIH dont 304 sous ARV.



LE FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

PILS est Réciendaire Principal (RP) du Fonds mondial pour la société civile depuis 2012. A l'heure actuelle, PILS est responsable de la mise en œuvre d'une subvention de 1.8 million de dollars sur la période 2015-2017.

Ainsi, PILS reçoit ce financement en plusieurs versements, afin de financer des activités conduites par des associations sous-réciendaires (SR) à destination des populations vulnérables concernées par le VIH.

Six Sous-Réciendaires (SR) - AILES, Collectif Arc-en-Ciel (CAEC), Collectif Urgence Toxida (CUT), Parapli Rouz, Young Queer Alliance (YQA) et Visa G - reçoivent à travers PILS une partie de cette enveloppe pays pour la société civile de lutte contre le sida, afin qu'elles soient en mesure d'assurer la mise en œuvre des programmes du Fonds mondial.

Le pays fait actuellement une nouvelle demande auprès du Fonds Mondial pour la période 2018-2020. Ce nouveau projet se situera dans la continuité de la subvention actuelle. Le montant disponible ayant diminué, un vrai travail de priorisation des activités à haut impact a été effectué pour la nouvelle demande de financement.

Les résultats de l'exercice 2016 pour PILS et les SR

RÉSULTATS FONDS MONDIAL - 2016			
Indicateur	Cible à atteindre	Résultats conjoints du RP et des SR	Activité réalisée par
TS touchées par les programmes de prévention VIH	1500	1633	Parapli Rouz
HSH touchés par les programmes de prévention VIH	900	1232	CAEC, Visa G, YQA
Transgenres (TG) touchés par les programmes de prévention VIH	250	446	CAEC, Visa G
PID touchées sous le programme de prévention VIH	1960	3110	CUT
PVIH touchées par les programmes de prévention	500	1232	AILES, PILS
Nombre de tests VIH effectués auprès des PID	900	221	CUT

LA PLATEFORME OCEAN INDIEN (PFOI)

En 2014 et dans le cadre de son plan stratégique, PILS lance son département de Renforcement de Capacités et, à travers le programme « Transfert » de l'association AIDES, crée et porte la Plateforme Océan Indien (PFOI). La PFOI réunit des associations communautaires de lutte contre le VIH/Hépatites/IST opérant à Maurice, à Rodrigues, à Madagascar, aux Seychelles et aux Comores, et agit en tant que plateforme commune de renforcement de capacités au niveau régional.

Ce réseau fédère également des partenaires institutionnels clés dans la réponse régionale comme les ministères de la santé et les programmes nationaux, les programmes des nations unies, les bailleurs locaux, régionaux et internationaux, les leaders communautaires et les représentants des populations clés.

Le principal objectif de cette plateforme est d'impliquer la société civile dans la prise en charge globale des populations clés et des personnes vivant avec le VIH/hépatites virales/IST. Pour atteindre

cet objectif, la PFOI met en œuvre des activités de formations, des ateliers, du soutien technique et des échanges d'expertises pour transférer les savoir-faire dans des domaines tels que : la mise en œuvre de stratégies innovantes dans le domaine de la prévention, du dépistage, de la prise en charge médicale et psychosociale des PWIH, le plaidoyer, la conduite des projets, la levée de fonds, la gestion financière, la bonne gouvernance, le développement de l'approche en santé communautaire et la mobilisation des ressources.

FINANCEMENT

La Plateforme Océan Indien a vu le jour grâce au programme TRANSFERT financé par l'association AIDES et l'Agence Française de Développement (AFD) de 2014-2016. Ce soutien financier et organisationnel a également permis à la PFOI de mener à bien ses projets tels que l'organisation d'ateliers régionaux de mobilisation communautaire et de renforcement de capacités. La Plateforme est financée à partir de 2017 par Coalition Plus grâce à des fonds de l'initiative 5%.dolorep eribust intota.

INTERVENTIONS EN 2016

- Maurice : 7
- Madagascar : 6
- Seychelles : 1
- Comores : 1
- Rodrigues : 1
- Activités pour la sous-région : 6

LISTE DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES DE LA PFOI

MADAGASCAR :

- AIDES ET SOINS AUX MALADES
- MADAGASCAR SAVE
- MAD'AIDS

COMORES :

- ASCOBEF
- FCAS
- RNJ
- RFD
- STOP SIDA
- ACTION SIDA
- APSM

RODRIGUES :

- BLOOD DONORS ASSOCIATION
- ASSOCIATION LUTTER ESPOIR
- RAVANE OI
- CRAC ANTI DRUG PROGRAMME
- ACTION FAMILIALE
- AVEK OU
- RODRIGUES PUBLIC SERVICE WORKER UNION

LISTE DES PARTENAIRES DE LA PFOI :

- MOH AND QL MAURICE
- SE/CNLS MADAGASCAR
- ONUSIDA OI
- PSI MADAGASCAR
- AIDES
- COALITION +
- RIVE OI
- DNLS
- RODRIGUES AIDS UNIT

LISTE DES ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA PFOI



WEEK-END SANTÉ FEMMES SÉROPOSITIVES

Du 10 au 12 juin 2016, le Département de Renforcement de Capacités soutenu par l'Unité de Services Communautaires a animé un atelier résidentiel regroupant 23 femmes vivant avec le VIH ou co-infectées par le VIH et une hépatite virale.

Ces femmes, venues de l'île Maurice et de Rodrigues et déterminées à agir pour faire évoluer leur situation, ont eu

l'opportunité d'échanger, de réfléchir et de construire ensemble pendant trois journées riches en émotions.

En plus du parcours de développement personnel animé par les deux thérapeutes, les participantes ont eu un espace de parole où elles ont posé à un médecin référent VIH des questions relatives à la prise d'ARV. Elles ont également bénéficié d'une session d'information sur le VIH/sida.

Il s'agit d'une première à Maurice et les participantes se sont montrées unanimes quant aux retombés de ce week-end, déclarant « Le weekend a dépassé nos attentes ! ».

PROGRAMME PAIRS ÉDUCATEURS

En 2016, un cadre logique a été développé avec plusieurs organisations mauriciennes dans le but de mobiliser des leaders communautaires. Un des objectifs formulés à la suite de cette activité est la création d'un réseau de pairs éducateurs (PE).

En effet, l'équipe de Renforcements de Capacités ainsi que les organisations impliquées ont noté la nécessité de créer une structure liant les PE des SRs. Chaque trimestre, ce

réseau organisera des sessions de partage d'information, de connaissances et d'expérience. À travers ce mode d'autoformation, les PE visent également à trouver des solutions à leurs difficultés communes.

L'autonomie des participants est un point distinct de ce réseau créé par et pour les PE : ils définissent ainsi eux-mêmes leurs modalités et leur agenda, et le Département de Renforcements de Capacités n'agit qu'en tant que facilitateur.

PERSPECTIVES 2017

À compter de 2017, la Plateforme Océan Indien (PFOI) portée par PILS bénéficiera du financement de Coalition Plus grâce à des fonds de l'Initiative 5% (I5PC), une modalité de contribution indirecte de la France au Fonds mondial qui vise entre autres à faciliter la mise en œuvre des subventions principalement dans les pays francophones. Le projet de la PFOI « Accès à des services de qualité pour les populations clés ; l'accès à l'information, la prévention, le diagnostic et la prise en charge » sera donc financé par l'Initiative 5% durant les trois prochaines années pour Maurice et Madagascar. Il a pour but de

créer ou renforcer des dispositifs de dépistage communautaires fixes ou mobiles et des dispositifs de santé sexuelle adaptés aux populations clés, de renforcer des dispositifs de maintien dans le soin et de soutien psychosocial et de diffuser, auprès des parties prenantes de la réponse nationale et régionale, les nouvelles stratégies de prévention telles que le dépistage démedicalisé et communautaire, le traitement comme prévention, la PrEP, les autotests, etc.



PLAIDOYER ET DROITS HUMAINS

PILS, dans son action de plaidoyer, et en lien avec son plan stratégique, s'attèle à influencer les lois, les politiques, et les pratiques ayant un impact sur les populations les plus exposées au VIH, notamment les personnes qui utilisent des drogues, les travailleuses du sexe et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes.

Les lois qui criminalisent les populations clés et les services inappropriés sont un frein à une réponse nationale efficace au VIH et au VHC. En 2016, en collaboration avec ses partenaires associatifs, PILS a mené des actions afin de faire évoluer les lois et les services visant les travailleuses du sexe, et la communauté LGBT+, entre autres. PILS a également perçu la nécessité

d'orienter son plaidoyer vers la réduction des risques (RdR) et la réforme des politiques en matière des drogues suite au discours public révélant que le gouvernement souhaitait intensifier la guerre contre les drogues, ses utilisateurs et ses trafiquants, et entraver l'accès aux services de réduction des risques.

INTERNATIONAL AIDS CANDLELIGHT MEMORIAL

Le Candlelight Memorial est un événement symbolique qui commémore la mémoire des personnes décédées des conséquences d'une contamination par le VIH. Cette initiative internationale sert également de plateforme de plaidoyer sur les droits fondamentaux des Personnes Vivant avec le VIH (PVIH). Cette année, le Candlelight Memorial marque le 11ème événement

commémoratif à Maurice. L'événement s'est tenu au Caudan Waterfront, Port Louis, le dimanche 15 mai avec la participation de tous les acteurs de la riposte nationale au VIH, avec un thème contre l'ignorance, la stigmatisation et la discrimination, intitulé: 'Engage, Educate, Empower' qui se traduit 'Engage, Edike, Dibout lor to lipie' en créole

LA MARCHÉ DES FIERTÉS

Pour la première fois à Maurice, la Marche des Fiertés s'est tenue au cœur de la capitale, au Caudan Waterfront, Port-Louis.

Cette marche sur le thème 'Humans Into The Pride' a été organisée le 4 juin par le Collectif Arc-en-Ciel avec, notamment, le soutien de PILS.

Au cours de cette journée, plusieurs activités ont été organisées dans le but d'accroître la visibilité et les droits de la communauté LGBTI tels que des concerts, des performances artistiques, la distribution de petits cadeaux et des tests rapides des IST rapides. L'évènement a été largement repris par la presse, aussi bien locale qu'internationale.

LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE ENVERS LES TRAVAILLEURS/SES DU SEXE

Cette journée commémorative a été menée par Parapli Rouz, avec l'appui de PILS, sous le thème Pa ziz nou kan to pa kone («Ne nous jugez pas quand vous ne savez pas»).

Au cours de cet évènement qui s'est tenu au Jardin de la Compagnie, haut lieu de la prostitution dans la capitale,

les membres de l'organisation ont présenté le sketch « Fleurs des Jardins » dans le but de sensibiliser le public sur la violence et les discriminations auxquelles sont confrontées les TS. Deux ministres ont répondu positivement à l'invitation envoyée par Parapli Rouz, à savoir le ministre de la Santé et de la Qualité de vie, et la ministre de l'Égalité des genres, du Développement de l'Enfant et du Bien-être de la Famille.

SUPPORT DON'T PUNISH

Support Don't Punish est l'évènement annuel phare en termes de plaidoyer pour la réforme des politiques des drogues, organisé dans 130 villes de 69 différents pays en 2016.

A Maurice, CUT est l'association principale qui organise cet évènement, soutenue par diverses organisations, dont PILS. Cette année, cet évènement a été l'occasion de discuter et vulgariser la thématique des politiques des drogues autour d'un déjeuner avec des décideurs politiques et autres partenaires associatifs, rencontrer les habitants de divers quartiers à travers du porte à porte, et organiser un congrès avec les mouvements syndicaux entre autres.



ESKI PRIZON ARET LADROG

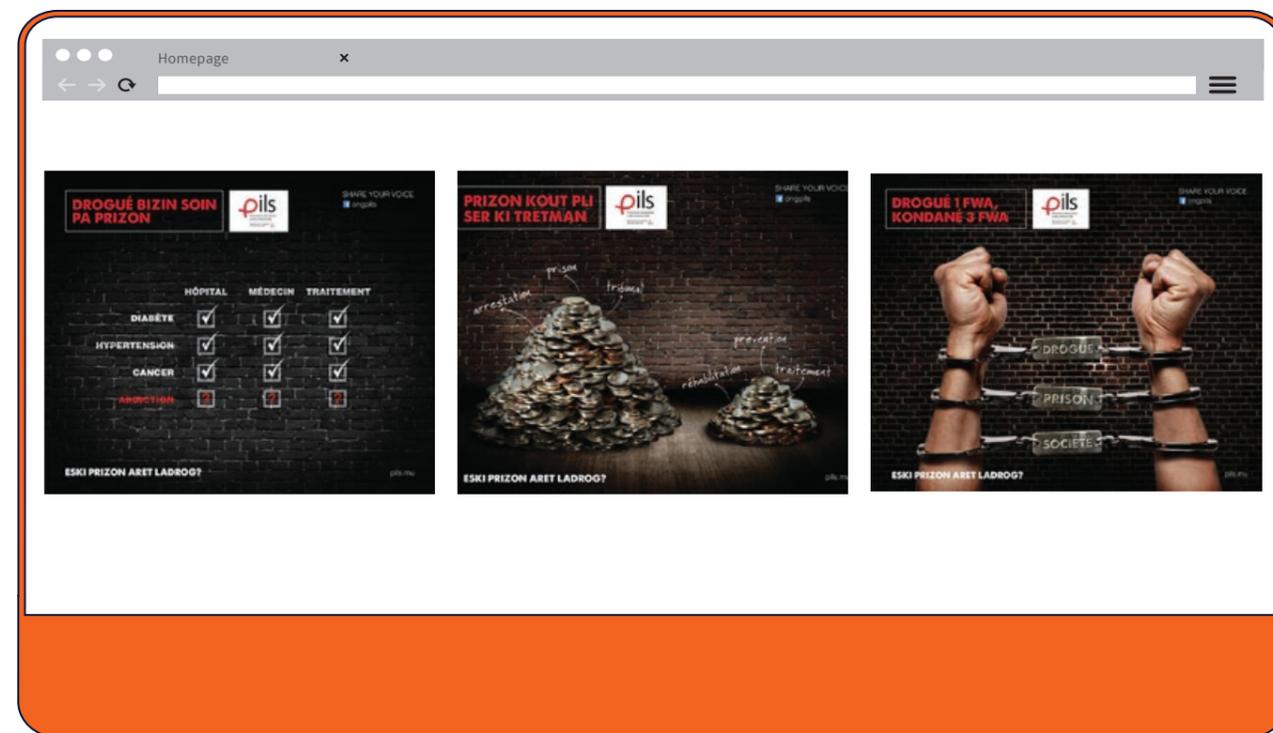
Avec une prévalence du VIH de 44% et une prévalence du VHC de 97% chez les personnes qui s'injectent des drogues (PID), nous sommes d'avis que la criminalisation et l'incarcération de ces derniers les place dans une situation de vulnérabilité : pas de seringues propres ou de préservatifs en prison, difficulté à la réinsertion professionnelle et sociale après l'incarcération sont autant de freins à une prise en charge adéquate de la personne.

La campagne grand public 'Eski Prizon Aret Ladrog' avait pour but d'inciter la population à réfléchir sur les politiques inefficaces des drogues à Maurice. PILS se positionne par rapport à la politique des drogues car une politique répressive a un impact en termes de santé

publique : elle décourage les utilisateurs d'avoir accès aux services de prévention et de soins dont ils ont besoin.

Après la première question de la campagne : « La prison arrête-t-elle la drogue ? », trois axes ont été exploités (Include Posters) :

1. Le coût financier du modèle répressif, ses répercussions sur le contribuable, et le besoin de gérer les dépenses publiques de manière plus judicieuse
2. Parler de la triple 'condamnation' vécue par un usager de drogues : emprisonné par la drogue, par la prison, et enfin par la société, qui le stigmatise à sa sortie de prison.
3. Le besoin de remplacer la prison par des services de santé efficaces pour les usagers de drogue.



ESKI PRIZON ARET LADROG

COMMISSION GLOBALE POUR LA POLITIQUE DES DROGUES DE PASSAGE À MAURICE

Le but de la Commission mondiale sur la politique des drogues est de porter à l'échelle internationale une discussion informée, fondée sur la science et sur les moyens humains et efficaces à mettre en oeuvre pour réduire les méfaits causés par les lois autour des drogues aux personnes et aux sociétés. Elle est composée de personnalités publiques, principalement des diplomates et des anciens chefs d'Etat.

PILS a fait un plaidoyer auprès de cette instance afin qu'elle fasse une visite diplomatique à Maurice, et en juillet, cette Commission, menée par Ruth Dreifuss, ancienne présidente Suisse, a fait un passage chez nous.

Lors des rencontres avec les membres du gouvernement (dont le le Premier Ministre, la Présidente de la République, le Ministre de la Santé) et la société civile, la Commission a examiné les conséquences de l'approche de la « guerre à la drogue », et a formulé des recommandations pour réformer d'une façon constructive les lois et les pratiques sur les drogues. Selon Mme Dreifuss, les consommateurs de drogue ne devraient pas être envoyés en prison, mais devraient plutôt recevoir des soins s'ils en ont besoin. Elle a aussi prôné un système de régulation Éta-tique des drogues.



ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Depuis 2014, le plaidoyer de PILS a été renforcé grâce au soutien de Coalition PLUS qui a notamment mis en oeuvre le projet de « Plaidoyer Décentralisé » qui vise à avoir un officier chargé du plaidoyer dans différentes régions du monde, afin que tous les plaideurs décentralisés arrivent à travailler sur un plaidoyer international conjoint.

Une plaideuse a été recruté pour Maurice afin d'appuyer le plaidoyer à Maurice et de le développer au niveau international. Ce faisant, cela sert entre autres aussi à ramener les actions et besoins de

Maurice et de la région en termes de réforme des politiques en matière de drogues, ou sur la Réduction des Risques sur le plan international.

CIVIL SOCIETY TASKFORCE (CSTF) EN MARGE DE L'UNGASS DROGUES

L'UNGASS (United Nations General Assembly Special Session) sur les drogues a eu lieu cette année à New York. Comme son nom l'indique, c'est une assemblée spéciale des Nations Unies qui s'est réunie afin de discuter drogues et politiques des drogues. Un groupe de travail a ainsi été créé, afin que les voix de la société civile à travers le monde soient prises en considération dans ce processus. La chargée de plaidoyer de PILS était une des 2 représentantes de la société civile africaine sur cette Taskforce composée de 27 membres. Elle a animé des sessions dans une dizaine de pays de la région, afin de faire remonter la voix de la société civile à l'assemblée spéciale des Nations Unies.

PLAIDOYER PARLEMENTAIRES AFRIQUE DE L'EST

L'Afrique est une région relativement en retard sur la compréhension et la mise en oeuvre des programmes de RdR. Certains pays d'Afrique de l'Est ont implémenté des programmes de RdR, mais la majorité des pays n'est pas à jour sur cette question, malgré les évidences d'usage de drogues dans la région. Dans cette optique, avec la collaboration du International Drug Policy Consortium (IDPC), PILS a animé une rencontre régionale de haut niveau, avec la participation des parlementaires de sept pays de la région. Lors de cette rencontre, la plaideuse a vulgarisé le concept de réduction des risques, et les participants présents ont échangé leurs meilleures pratiques avec ceux qui étaient toujours réticents à cette approche. La plaideuse a orienté les discussions vers la nécessité de mettre en place une politique régionale sur la réduction des risques, afin de mitiger la propagation du VIH chez les usagers de drogues dans la région. L'objectif de cette rencontre était d'avoir le soutien des parlementaires présents pour une déclaration. La déclaration d'Arusha, dont la première ébauche a été préparée en partenariat avec IDPC, a pour but de servir de base pour l'ébauche d'une politique régionale d'Afrique de l'Est sur la Réduction des Risques.

LE L'UNITÉ DES **SERVICES COMMUNAUTAIRES (LA TERRASSE)**

ÉQUIPE TERRAIN

Les travailleurs de terrain ont poursuivi leurs activités de suivi auprès des bénéficiaires, notamment avec des visites à l'hôpital, à domicile et au NDCCI. Ils ont été assistés dans leurs efforts par un 'Health Care Assistant' recruté en cours d'année. Par ailleurs, deux membres de l'équipe ont complété avec succès leur formation de test rapide du VIH en cours d'année et possèdent l'accréditation nécessaire pour effectuer ces tests.

En 2016, l'équipe a renforcé son approche "outreach" afin d'aller vers les populations clés et les PVVIH. C'est dans cette optique qu'elle a collaboré avec l'équipe de Suivi et d'Évaluation afin d'effectuer un travail considérable à Mahébourg et Beau Vallon. Ils ont rencontré les membres des KAPs et les PVVIH de ces régions et ont organisé des groupes de discussions avec eux afin d'évaluer leurs besoins précis et leurs difficultés. Suite à leurs observations, l'Infirmier Mobile va dorénavant à Mahébourg toutes les deux semaines pour des tests rapides du VIH et pour dispenser des soins primaires, des informations et des conseils aux populations les plus vulnérables.

En plus des contacts établis auprès des PID et les individus adhérant au traitement de substitution à la méthadone, l'Équipe Caravane s'est orienté vers les TS opérant dans les « salons de massage ». Au cours de ses 48 sorties, l'équipe a rencontré environ 80 nouvelles TS dont deux testées positives au VIH.



TÉMOIGNAGES



AVANT, J'AVAIS HONTE

d'aller acheter des préservatifs, je sentais le regard des autres sur moi. Maintenant que je les reçois gratuitement à travers la caravane avec des informations, je prends plus de précautions avec mes clients. »
Sofia, TS (prénom modifié)



LA CARAVANE M'A SAUVÉ LA VIE,

avec toutes les informations que je reçois. Sans la caravane, aujourd'hui je vivrais avec le VIH. »
Arunah, 32 ans, TS (prénom modifié)

SUIVI MÉDICAL

L'infirmier de PILS propose des tests rapides du VIH au grand public et ceux testés positifs sont référés au NDCCI pour un test de confirmation. Tous les usagers de l'association bénéficient de soins primaires, couplés à des sessions d'éducation thérapeutique et certains d'entre eux reçoivent des compléments alimentaires, des vitamines et des fortifiants à travers le programme de Clinique Nutritionnelle.

60 patients ont également été soignés à la "Foot Clinic" qui a été mise en place en 2014 dans le but de traiter les abcès aux jambes. Alors que ces blessures cicatrisent mal, plusieurs bénéficiaires se disent réticents à l'idée de se rendre à l'hôpital pour leur pansement quotidien, à cause du rejet dont ils font trop souvent l'objet.

CLINIQUE DE SANTÉ SEXUELLE

Mise en place en début d'année, la Clinique de Santé Sexuelle pour les populations clés est un jalon important pour PILS. Un médecin y opère à temps partiel et dispense des soins primaires dont des tests de VIH et IST, le conseil et dépistage volontaire (CDV) ainsi que l'éducation thérapeutique au sujet du traitement et de la nutrition. Il est épaulé par l'infirmier de PILS ayant reçu l'accréditation

pour le dépistage et la prise en charge de l'Hépatite C et la Syphilis en cours d'année. La Clinique de Santé Sexuelle s'est révélée être une excellente plateforme pour relier et retenir les bénéficiaires touchés à la fois par PILS et ses sous-bénéficiaires.

GROUPES DE PAROLE CIBLÉS

Les sessions psychologiques de groupes (groupes de paroles ciblées) se sont poursuivies au cours de l'année. Ainsi, 11 sessions ont été animées pour le groupe de femmes, les « Pretty Women » alors que le groupe d'enfants et d'adolescents « Les Jaguars » s'est rencontré sur une base bimestrielle à La Terrasse. Des thèmes tels que le VIH, la sexualité, le traitement et l'éducation thérapeutique ont été

abordés. En plus d'être une plateforme où les bénéficiaires peuvent poser librement des questions et exprimer leurs attentes, ces groupes de paroles ont pour but de consolider leur estime de soi, leur sens d'autonomie et de confiance. Grâce à la collaboration avec le AIDS Unit, des groupes de paroles ont également été organisés dans les différents NDCCI à travers l'île.

PETIT DÉJEUNER COMMUNAUTAIRE

Le petit déjeuner communautaire est une activité qui conviviale qui permet de rencontrer les bénéficiaires de l'association autour d'un repas. Il s'agit d'un moment de partage durant lequel les thèmes qui les concernent (traitement, suivi, alimentation, etc.) peuvent être abordés dans une ambiance chaleureuse.

Le petit déjeuner communautaire a été organisé trois fois la semaine, de janvier à novembre 2016, à l'intention de personnes vivant avec le VIH se trouvant dans une situation d'extrême pauvreté. En moyenne, 25 usagers ont bénéficié de ce programme.

SOUTIEN SOCIAL

En termes de soutien légal, le cas de Cynthia a été un point phare cette année. Cette jeune camerounaise souhaitant poursuivre des études à Maurice a été menacée d'expulsion à cause de son statut positif au VIH. En plus du travail de

plaidoyer, des actions légales ont dû être enclenchées afin qu'elle obtienne l'autorisation de la cour pour vivre et étudier ici.

LES SERVICES COMMUNAUTAIRES EN QUELQUES CHIFFRES :



COMMUNICATION ET LEVEE DE FONDS

COMMUNICATION CONFÉRENCE DE PRESSE DU PREMIER DÉCEMBRE

Le 1er décembre, à l'occasion de la Journée Mondiale de Lutte contre le Sida, PILS a tenu une conférence de presse dans ses locaux. Cet évènement qui coïncidait également avec les 20 ans de PILS a été l'occasion de

dresser un bilan de la situation du VIH à Maurice tout en rappelant l'importance d'une collaboration solide entre tous les acteurs de la lutte contre le sida afin d'assurer une réponse cohérente et efficace au VIH.

LANCEMENT DU NOUVEAU SITE WEB

Dévoilé en décembre 2016, le nouveau site web de PILS vise à rappeler au public la raison d'être de l'organisation. Alors que l'ancien portail proposait principalement du contenu éducatif sur des sujets tels que le VIH, les IST, les drogues, le dépistage et la sexualité, la nouvelle plateforme permet à l'utilisateur

d'accéder à diverses informations tels que les services offerts par PILS, ses pôles d'activités, ses partenaires ou son Plan Stratégique. La mise en page a également été repensée en faveur d'une ligne graphique plus épurée et plus adaptée notamment aux smartphones.

LEVÉE DE FONDS CSR

L'équipe de Levée de Fonds s'est principalement concentrée sur le CSR pendant l'année, notamment à travers son pool de projets. Les bailleurs locaux ont pu prendre connaissance des différents projets portés par PILS et choisir d'allouer leurs dons aussi bien à

l'organisation elle-même qu'au projet de leur choix. Les fonds collectés à travers le CSR ont permis de financer, entre autres, les activités communautaires pour les enfants vivant avec le VIH.

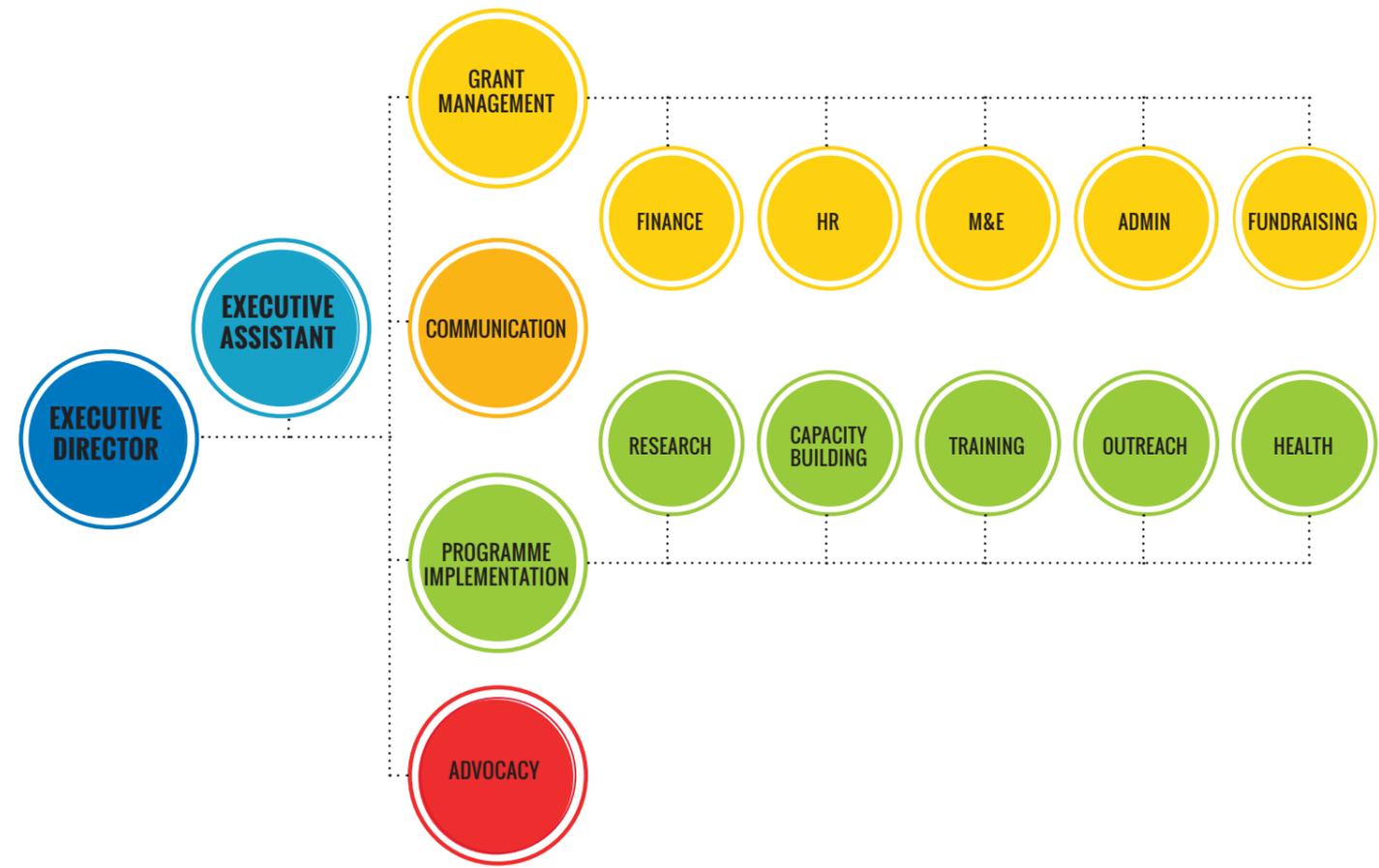
QUÊTE ANNUELLE

Comme chaque année, et dans le cadre de la Journée Mondiale de Lutte contre le Sida, la quête annuelle de PILS a eu lieu du 1 au 3 décembre à travers l'île. Environ

180 quêteurs volontaires ont participé à cet évènement, permettant à l'organisation de collecter plus de Rs 150, 000.



ORGANIGRAMME (2017)



L'ÉQUIPE

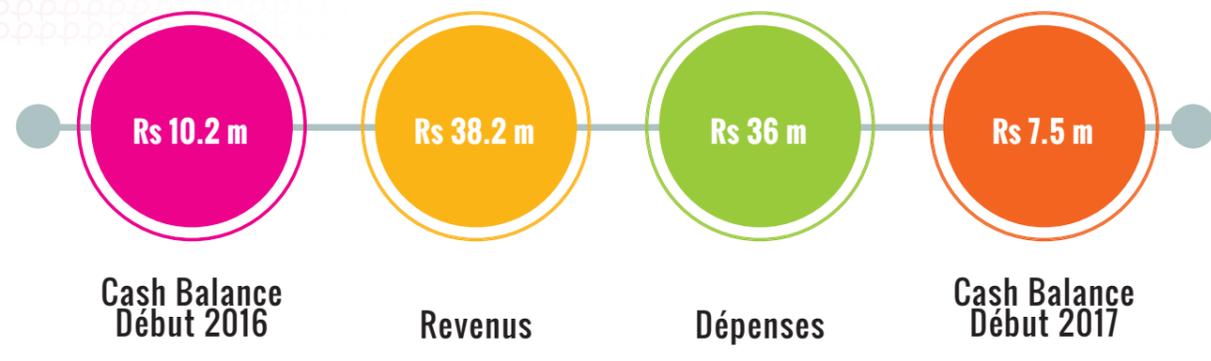
Salariés

38 salariés formaient l'équipe de PILS à décembre 2016. Le personnel de PILS a l'opportunité de postuler pour les nouveaux postes vacants et certains des recrutements de l'année ont été faits en interne. Toutes les personnes postulant pour les divers emplois annoncés en interne ou en externe passent par le même processus de recrutement.

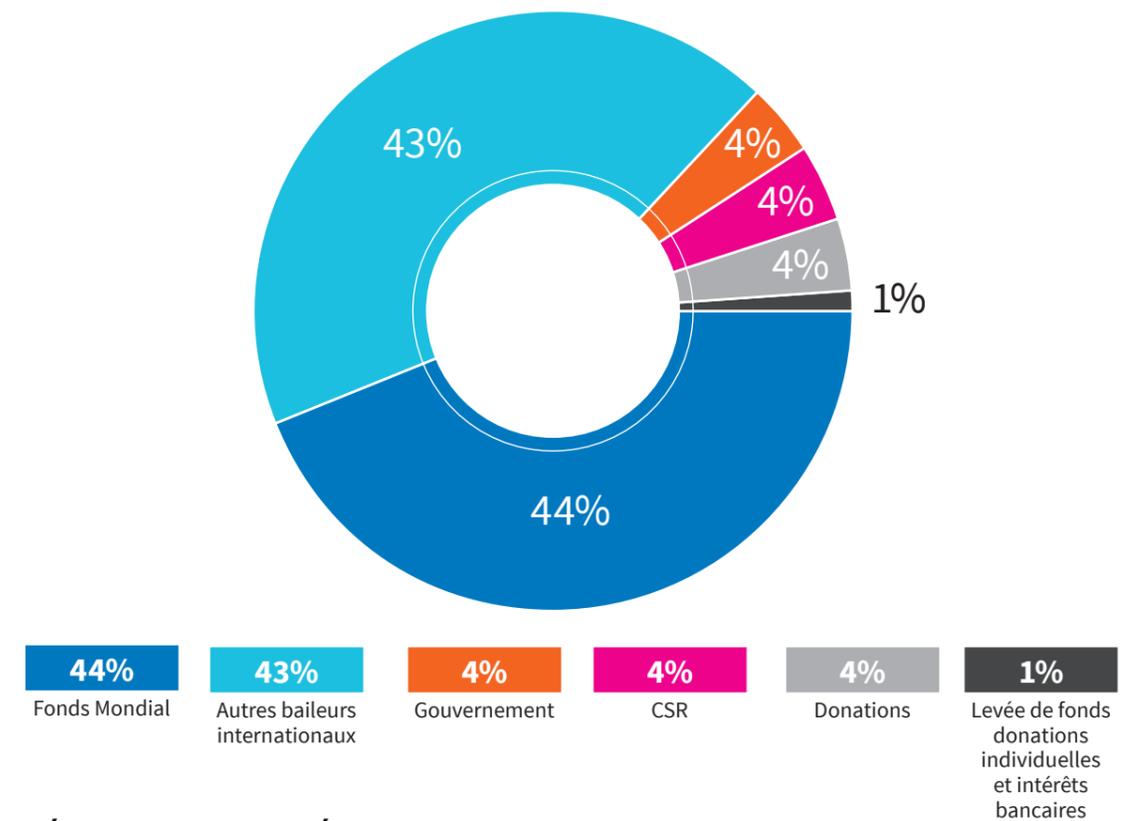
- PRESIDENT**
 Dhojaven (Nilen)
 VENCADASMY
- VICE PRÉSIDENTE**
 Christine
 HARDY
- SECRETARE**
 Ashik
 MUDDOO
- ASSISTANT SECRETARE**
 Patrice
 MONVOISIN
- TRESORIER**
 Jyoty
 SOOMAROOAH
- TRESORIER ADJOINT**
 Sultan
 BEEHARRY
- MEMBRE**
 François
 TADEBOIS
- MEMBRE**
 Christopher
 PARK
- MEMBRE**
 Thierry
 AREKION
- CO-OPTÉS**
 Rachel CONSTANTIN
 DE SOUSA NETO
 et Steeve BATOUR

FINANCES

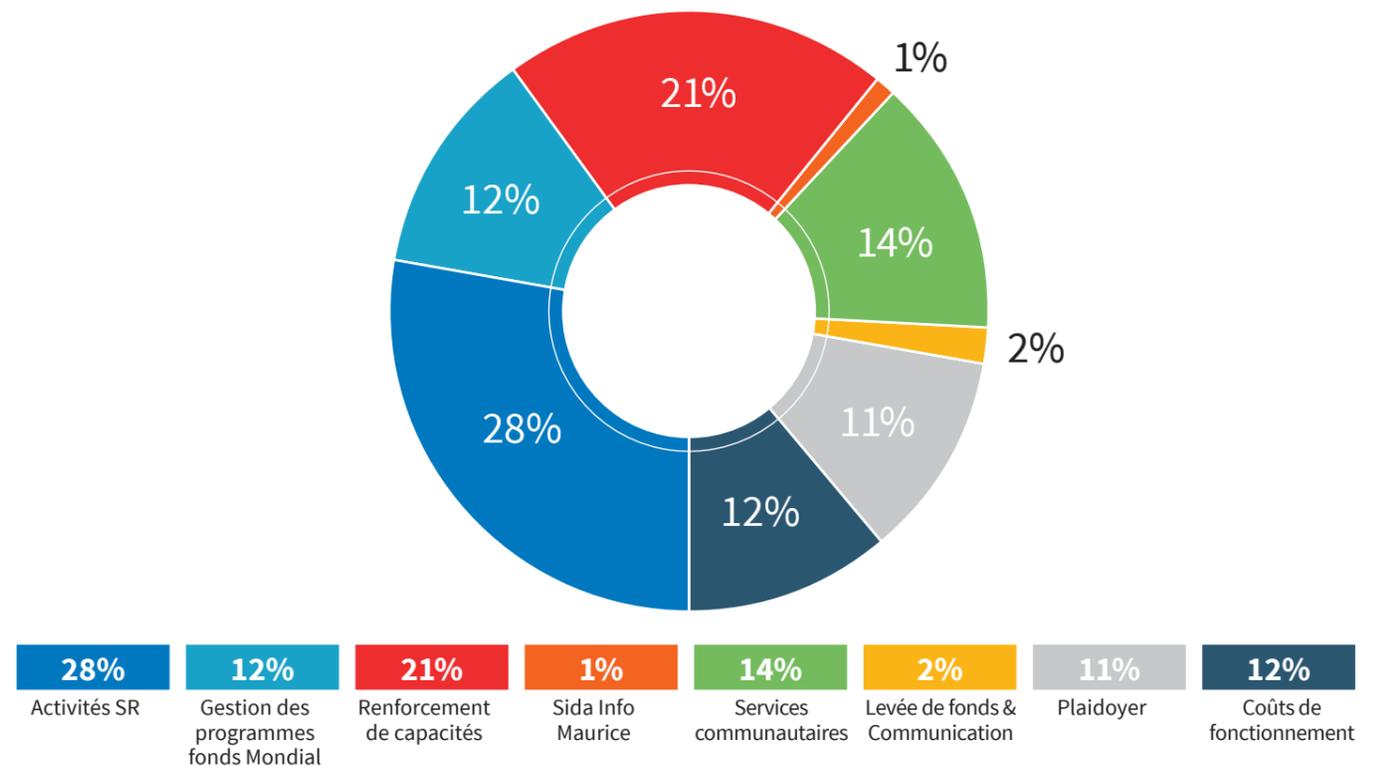
FONDS REÇUS VS. FONDS DÉPENSÉS 2016



SOURCES DE FINANCEMENT 2016



RÉPARTITION DES DÉPENSES PILS 2016



REMERCIEMENTS

Merci à tous nos partenaires qui nous ont aidés d'une manière ou d'une autre à mener à bien nos projets en 2016.

Merci pour ce soutien et cette solidarité qui nous poussent à travailler toujours davantage vers l'accomplissement de la mission que nous nous sommes fixée.

L'équipe de PILS

PARTENAIRES LOCAUX :

- AILES
- Collectif Arc-en-Ciel (CAEC)
- Collectif Urgence Toxida (CUT)
- Parapli Rouz
- Young Queer Alliance (YQA)
- Visa G
- Centre Idrice Goomany
- LacazA
- Kinouete

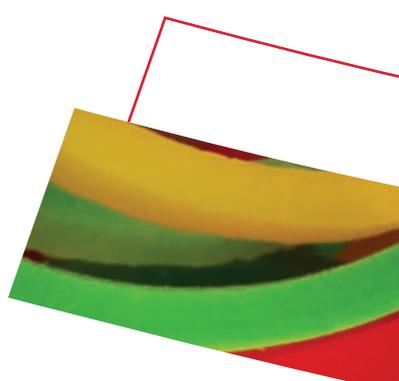
PARTENAIRES INTERNATIONAUX :

- ARASA
- AIDES
- Coalition Plus
- DCP
- Fight AIDS Monaco
- Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme
- Global Commission on Drug Policy
- International Drug Policy Consortium
- Law Enforcement and HIV Network
- ONUSIDA
- Sidaction
- World Hepatitis Alliance

CSR :

- HSBC
- Inconek
- Jetha Tulsidas
- Leal Group
- Maureva Ltd
- Mauritius Oil Refineries Ltd (Moroil)
- P.O.L.I.C.Y Limited C/O Abax Administrators
- Stock Exchange of Mauritius
- Toyota Mauritius Ltd





PILS

(Prévention, Information
et Lutte contre le SIDA)

3ème étage,
Laboudonnais Court,
47, Rue St George,
Port Louis



T: (230) 212 48 41/ 86 74
(230) 210 70 43/44
F: (230) 211 73 77